

L'autre jour, au Sénat, le Gouvernement, représenté par mon honorable ami, sir James Lougheed, n'a pas été aussi loin que ses collègues de cette Chambre. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit pour le présent, et je n'ai fait qu'ouvrir une parenthèse.

Voici où je veux en venir: le Gouvernement devra dépenser des millions et des millions, pas loin de cinquante millions pour l'outillage des chemins de fer nationaux afin d'obvier aux déficits. N'est-ce pas assez pour un exercice financier comme celui que nous entreprenons? Pourquoi affronter cette dépense énorme quand nous pouvons parfaitement attendre? Cette année n'est pas normale.

L'hon. M. REID: Pour ce qui concerne le canal de Welland, l'honorable député dit que nous ne faisons que commencer pour ainsi dire les travaux. L'entreprise a été décidée par l'administration dont il faisait partie, et cette politique était la bonne.

L'hon. M. LEMIEUX: Quelle était alors la dette nationale du Canada?

L'hon. M. REID: J'y viens. Il n'y avait pas d'opposition à cette politique et nous avons commencé les travaux dans un temps normal. Au début des hostilités, les travaux ont été suspendus. Comme je l'ai dit, l'autre soir, nous ne voulions pas commencer l'entreprise à ce moment. Aussitôt après l'armistice, de milliers d'hommes de la région du canal de Welland ont perdu leur emploi, et il revenait de la guerre des milliers de soldats qui cherchaient du travail.

Ce à quoi l'honorable député trouve à redire, c'est que, lorsque les usines ont été fermées, le Gouvernement a décidé de continuer les travaux, afin de fournir de l'ouvrage aux soldats revenus de la guerre. L'honorable député critique le Gouvernement pour avoir pris les mesures afin de donner du travail à ces hommes dont les familles avaient besoin de pain. L'honorable député pourrait aussi critiquer le Gouvernement pour avoir continué d'autres travaux. Pourquoi avons-nous faits certains travaux à Montréal? Dans cette ville, les usines de construction de locomotives et de wagons demandaient du travail pour leurs ouvriers. Ces usines avaient fabriqué des munitions et, à la signature de l'armistice, il a fallu continuer la construction des locomotives et wagons, afin de fournir du travail aux ouvriers et éviter une crise. L'honorable député dit que l'Ouest se serait bien passé de la construction du canal de la baie Georgienne. Je ne crois pas qu'un seul député ni qu'aucun député de l'Ouest surtout ne se soit attendu à ce que nous commencions

[L'hon. M. Lemieux.]

la construction de ce canal avant des années. Cependant, qu'avons-nous fait pour donner du travail à l'Ouest? Le Gouvernement continue la construction de chemins de fer dans l'Ouest, aussi la construction d'embranchements; payant des prix élevés pour les rails et les traverses et faisant tout son possible pour employer les hommes revenus du front et les autres. La compagnie du Pacifique-Canadien ne fait pas autant de travaux dans l'Ouest que n'en fait le Gouvernement et le président Beattie vons en dira la raison: c'est que la compagnie ne veut pas payer le prix élevé des rails et matériaux. Nous poussons cette construction, afin d'occuper en même temps les laminoirs du Sault-Sainte-Marie. Le Gouvernement a donné des contrats de 100,000 tonnes et, encore hier, nous avons accordé un autre petit contrat pour employer ces usines. Une délégation d'ouvriers du Sault-Sainte-Marie est venue ici et m'a dit dans quelles conditions ils se trouveraient au cas de fermeture des usines. Nous avons donc donné une commande de rails, non parce que ces rails nous étaient nécessaires, mais pour fournir du travail aux ouvriers. Nous aurions pu nous en passer comme nous aurions pu retarder les travaux. Et, cependant, l'honorable député critique le Gouvernement parce qu'il essaye de maintenir en activité les aciéries du Sault-Sainte-Marie, afin de nourrir ces ouvriers et leurs familles jusqu'au moment où nous recevrons d'outremer les commandes auxquelles nous nous attendons. La même chose s'est produite à Sydney où nous avons donné des commandes de rails pour jusqu'au commencement de juillet afin d'occuper les ouvriers de la Dominion Iron and Steel Company. C'est là la raison qui nous a fait donner ces commandes et qui nous a fait poursuivre la construction du canal Welland en ce moment. Si les hommes employés au canal Welland peuvent trouver du travail dans ce district qui est le leur, qu'ils ont quitté pour aller se battre en France et vers lequel ils sont revenus, je suis contentant à laisser suspendre ces travaux immédiatement. Mais, tant que des soldats revenus du front parcourront les rues à la recherche de travail et qu'ils auront des familles à nourrir je porterai au budget le coût de ces travaux et je suis certain que le peuple du Canada me soutiendra dans mes tentatives de procurer aux soldats du travail et du pain.

M. McCREA: Je doute que le ministre emploie beaucoup de soldats revenus du